

La colère monte, la riposte s'organise à Oullins

Début juin, le Groupe de Travail IME-ITEP a rencontré les enseignants des **DITEP Fernand Deligny et du Prado** dans les locaux de l'Union Locale CGT d'Oullins. Depuis plusieurs mois, ces salarié·es multiplient les mobilisations pour dénoncer des conditions de travail devenues insupportables : grèves, courriers, alertes syndicales et médiatisation se succèdent.



À bout physiquement et moralement, les collègues dénoncent une précarisation organisée de leurs contrats, des atteintes répétées à leurs droits ainsi qu'un climat de travail toxique entretenu par leurs directions.

Des contrats précaires et des droits bafoués

Les enseignant·es témoignent d'un non-respect caractérisé de la loi et des obligations de l'employeur :

- **Contrats courts et abusifs** (ex. : limités aux périodes scolaires pour maintenir la précarité).
- Refus injustifiés de renouvellement d'autorisation d'enseigner par les directions.
- **Absence de contrat écrit**, y compris après plusieurs années de service continu !
- Non-déclaration à la prévoyance (fiches de paie non transmises, défaut de couverture sociale).
- Heures supplémentaires non rémunérées.

Certaines situations sont d'une gravité exceptionnelle : des enseignant·es ont exercé des mois entiers sans contrat officiel ou sans aucune couverture sociale effective.

Un climat de travail dénoncé comme toxique

Les échanges ont mis en lumière des pratiques managériales alarmantes :

- **Pressions et intimidations** répétées visant à pousser les salariés à la démission.
- **Non-respect des protocoles** : absence d'application des protocoles de violence et absence de signalement à l'ARS ou à l'Inspection du Travail. Une enseignante agressée physiquement et sexuellement n'a reçu aucun soutien de sa direction, qui a cherché à étouffer les faits plutôt qu'à la protéger.
- **Entraves syndicales et professionnelles** : boîtes mail coupées lors d'arrêts maladie ou de grèves, et jusqu'au changement des serrures pour interdire l'accès aux salles de classe !

Sécur, arrêts maladie, obligations : des manquements en série

Les dysfonctionnements touchent tous les pans de la vie professionnelle :

- **Accidents et arrêts de travail** : non-déclaration des arrêts à la CPAM (pour éviter la surcharge administrative !) et refus de reconnaissance des accidents du travail (notamment les burn-out).
- **Absence de transparence** : livret de prévoyance non transmis, attestations de salaire introuvables.
- **Sécur de la santé** : versement partiel ou nul (prime calculée au prorata des heures financées par l'établissement et non sur le temps de travail effectif).
- **Non-respect des obligations pédagogiques** : remise en cause des 108 heures et de la présence aux réunions d'ESS.

Face aux abus : la riposte collective s'organise !

Face à ces dérives, les enseignant-es refusent désormais l'isolement. Avec le collectif IME-ITEP de la CGT Enseignement Privé, un plan d'action concret est en cours :

- **Accompagnement juridique** : clarification des revendications, mutualisation des preuves et coordination des recours prud'homaux. Plusieurs dossiers sont déjà ouverts pour RPS, licenciements abusifs, manquements contractuels et non-versement du Sécur.
- **Interpellation des autorités** : alertes formelles auprès de l'Inspection du Travail, de l'ARS, du contrôleur sécurité de la CARSAT Rhône-Alpes et des ministères de tutelle.

Nos priorités d'action syndicale

- Obtenir des contrats écrits et strictement conformes au droit du travail.
- Imposer le versement intégral du Sécur à tous les personnels.
- Protéger les collègues victimes de violences, de pressions ou de harcèlement.
- Faire respecter les obligations légales des employeurs sans exception.
- Bâtir un front commun national pour toutes les structures spécialisées.



Construire le rapport de force

Ne restons plus isolés : faisons front ensemble !

Derrière les démarches administratives et judiciaires, il y a des professionnels brisés et des jeunes dont l'accompagnement pâtit directement de cette précarité.

La CGT reste et restera aux côtés de tous les personnels pour défendre des conditions de travail dignes. Contactez le collectif IME-ITEP pour être accompagné, vous informer ou agir à nos côtés.